



Ebauche v.2

RÉUNION DU CONSEIL DES DPI DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP)

22 février 2018

Toronto (Ontario)

Compte rendu de décision

Présents

COPRÉSIDENTS DU CDPISP

Sandra Cascadden Nouvelle-Écosse

Francis Bilodeau (pour Alex Benay)

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

MEMBRES DU CDPISP

Mark Brisson

Alberta

Kathryn Bulko

ASIM Canada (ville de Toronto)

Rob Entwistle

ASIM Ouest (ville de Kelowna)

Melanie Fraser

Ontario

Terry McLeod

Yukon (pour Sean McLeish)

Randy Moulard

Terre-Neuve-et-Labrador (pour Ellen MacDonald)

Curtis Naphan

Territoires du Nord-Ouest (pour Dave Heffernan)

Harry Turnbull

ASIM Est (Ville de Windsor)

Peter Watkins

Colombie-Britannique

Tracy Wood

Île-du-Prince-Édouard

Munna Zaman

Manitoba

Observateurs et présidents des sous-comités

Robert Devries

Ontario, coprésident du SCGI

Karin Fuller.

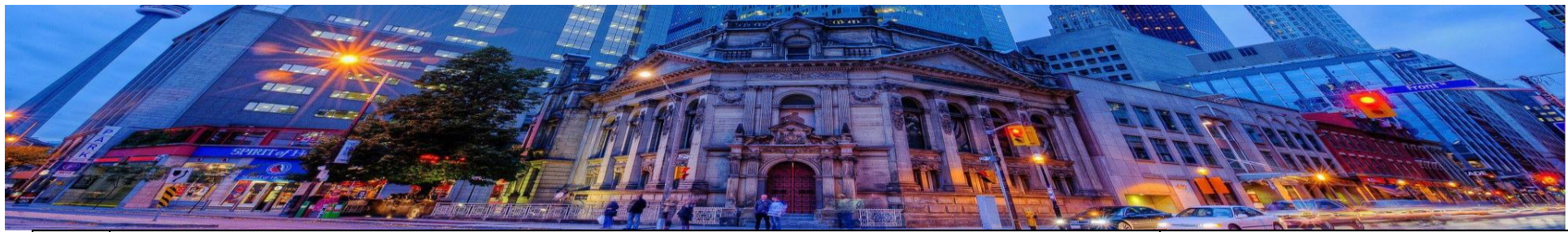
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

INSTITUT DES SERVICES AXÉS SUR LES CITOYENS

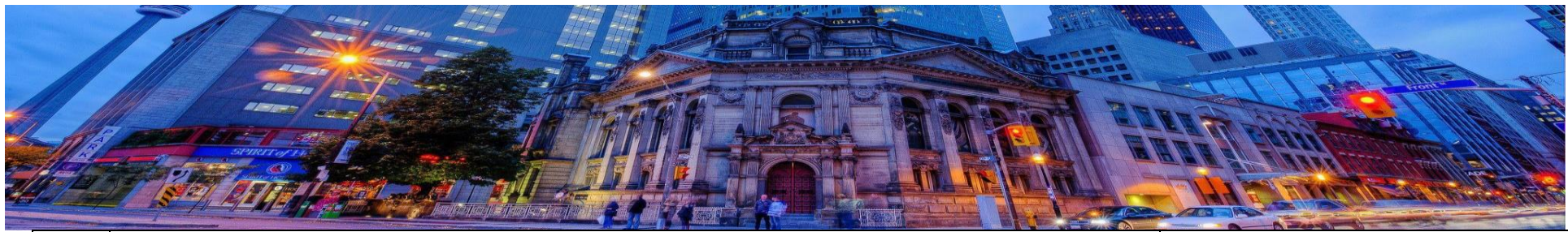
Maria Luisa Willan (séance de l'après-midi)

Stefania Silisteanu (séance de l'après-midi)

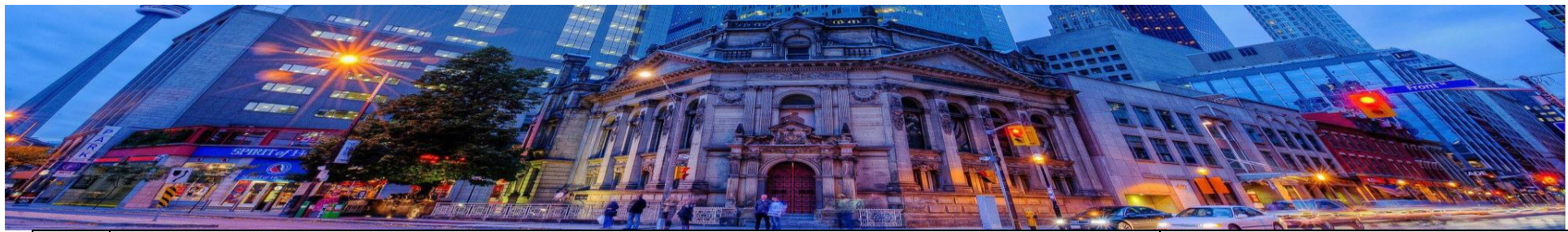
Linda Robins (séance du matin, hors site)



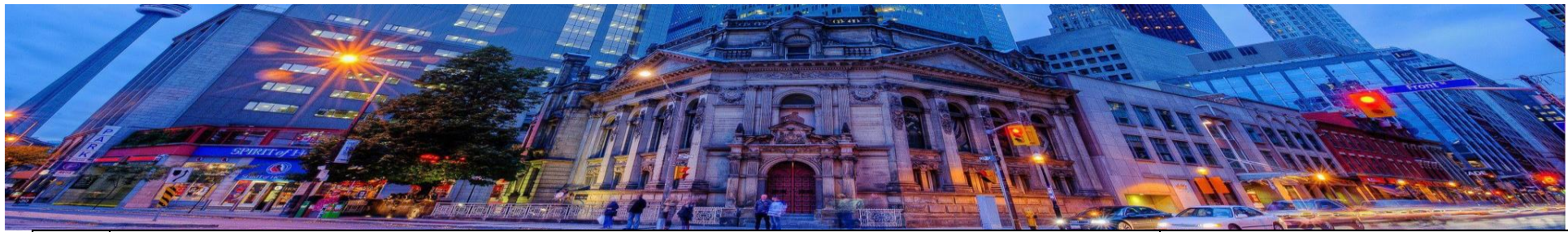
Item	SUJET/DISCUSSION	Décision/suivi
1.	<p><u>Questions administratives :</u></p> <p><u>A) Adoption du compte rendu de décision de la réunion en personne du 5 octobre 2017 tenue à l'Île-du-Prince-Édouard (voir tableau 1A)</u></p> <p>Le compte rendu des décisions de la réunion du 5 octobre 2017 est adopté sans modifications.</p> <p><u>B) Adoption de l'ordre du jour du 22 février 2018 (voir tableau 1B)</u></p> <p>L'ordre du jour du 22 février 2018 est adopté avec l'ajout suivant : Les membres du CDPISP discuteront des recommandations du Groupe de travail sur le cadre pour que le Sous-comité de la gestion de l'information (GI) du CDPISP et le Groupe de travail sur les politiques des TIC deviennent des communautés de pratique.</p> <p><u>C) Rapport sur l'état financier du CDPISP (consulter l'onglet IC)</u></p> <p>Harry Turnbull, trésorier du CDPISP, indique que la situation financière du compte du CDPISP est en règle. Il mentionne que l'information sur les contributions annuelles des membres est incluse dans le cartable de la réunion à titre d'information.</p> <p>Harry rappelle aux membres que le président du Sous-comité national des DPI sur la protection de l'information (SNDPI) a demandé au CDPISP d'adopter un changement de politique pour permettre des réunions de quatre jours à l'avenir. La politique actuelle sur les réunions du CDPISP prévoit jusqu'à trois réunions par année pour un maximum de six jours de réunion par année. La politique de financement actuelle couvre la location de salles de réunion, la restauration et le matériel audiovisuel de base. Le SNDPI reçoit actuellement des fonds du CDPISP pour des réunions semestrielles, pour un total de six jours de réunions par année, si elles sont approuvées. Le CDPISP hausserait le financement jusqu'à un maximum de huit jours par année.</p> <p>Le 5 février 2018, un message a été envoyé aux membres par l'entremise du Secrétariat de l'Institut des services axés sur les citoyens (ISAC) pour obtenir l'approbation de cette demande. Les membres du CDPISP doivent ratifier cette décision lors de la présente réunion. Harry indique que, dans l'ensemble, tous les membres appuient cette demande.</p> <p>Les membres ratifient l'approbation d'augmenter le financement du SNDPI pour un maximum de huit jours de réunion par année. Ce changement ne s'appliquerait qu'au SNDPI et non aux autres groupes du Conseil. Le Secrétariat de l'ISAC informera le président du SNDPI de cette décision.</p>	<p><u>Décision n° 1 :</u></p> <p>Le compte rendu des décisions de la réunion du 5 octobre 2017 du CDPISP est adopté sans modifications.</p> <p><u>Décision n° 2 :</u></p> <p>L'ordre du jour de la réunion du 22 février 2018 est adopté avec l'ajout suivant : Les membres du CDPISP discuteront de la recommandation du Groupe de travail sur le cadre pour que le Sous-comité de la GI du CDPISP et le Groupe de travail sur les politiques des TIC deviennent des communautés de pratique.</p> <p><u>Décision 3</u> Les membres du CDPISP approuvent la demande du SNDPI de financer des réunions de quatre jours deux fois par année, jusqu'à concurrence de huit jours de réunion par année. (La politique actuelle prévoit un maximum de six jours de réunion par année.) Cette approbation ne s'applique qu'au SNDPI et non aux autres groupes du CDPISP.</p>



	<p>2. Présentation de l'Institut Vecteur pour l'intelligence artificielle (IA) (voir tableau 2)</p> <p>Alan Veerman, directeur de l'exploitation, donne un aperçu des travaux de l'Institut Vecteur pour l'intelligence artificielle.</p> <p>Rétroaction des membres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sandra Cascadden demande quels sont les axes de collaboration possibles. • Melanie Fraser demande quelles sont les premières leçons tirées d'une approche pancanadienne visant à retenir les talents au Canada. <p>Alan Veerman répond que la souplesse joue un rôle clé. La technologie évolue trop rapidement, les principaux problèmes sont fondamentaux, il y a des avantages et des inconvénients à l'efficacité, il faut une infrastructure numérique. Par exemple, il faut reconnaître qu'il n'y a pas assez de gens dans ce domaine. L'autre aspect, c'est ce que vous voulez faire – il faut avoir de bons exemples pour expliquer pourquoi c'est important et pourquoi les gens doivent s'en soucier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Francis Bilodeau fait remarquer que l'Institut Vecteur a réussi à créer l'environnement et demande quelles sont les règles, comment les trier. <p>Alan Veerman déclare que l'Institut a un programme pour les commanditaires de l'industrie et qu'il est en croissance, en conséquence. Il y a des séances entre les industries, qui rassemblent les étudiants et des membres des industries, nous prenons des commandites d'entreprises, et il faut être une entreprise canadienne ou une entreprise internationale ayant un écosystème de recherche canadien. L'espace institutionnel est un grand pas en avant dans le domaine des soins de santé. L'IA n'est qu'un outil.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Robert Devries demande, dans le cadre de l'actualisation de la technologie, comment recueillir les données de façon à pouvoir les utiliser. Dans le passé, le gouvernement était déconnecté des données, comment renouveler la plateforme dans un monde réel pour y parvenir? <p>Alan Veerman répond que l'exemple le plus pertinent se trouve dans les données sur les soins de santé, stockées dans le nuage. L'Institut Vecteur ne voulait pas être propriétaire des données et le gouvernement réussit mieux à les protéger. Dans le domaine des soins de santé, nous travaillons avec</p>	<p><i>Aucune autre discussion or mesure sur ce point.</i></p>
--	--	---



	des partenaires pour trouver des modèles pour les établissements, des exemples de projets, tout dépend de ce qui est souhaité. Le suivi des données du projet sur les opioïdes en est un exemple.	
3.	<p>Sous-comité national des DPI sur la protection de l'information (SNDPI) (consulter l'onglet 3)</p> <p>Mise à jour sur les activités actuelles du SNDPI et des discussions sur les sujets suivants :</p> <p>Martin Diné, président du SNDPI, et Robert Samuel, , vice-président, présentent un rapport d'étape (par téléconférence) sur les points suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Pratiques exemplaires et leçons apprises des administrations concernant l'utilisation d'appareils de travail ou personnels lors de voyage à l'étranger (y compris aux États-Unis) afin d'établir un processus normalisé dans l'ensemble du pays. 2. Création d'un tableau de bord sur les trois questions suivantes, comme cela a été discuté lors de la réunion d'octobre. Le tableau de bord doit montrer les capacités, à mesure qu'elles augmentent. <ol style="list-style-type: none"> 2a. Comment les gouvernements FPTM canadiens se préparent-ils aux élections quant à la cybersécurité? 2b. Comment le gouvernement peut-il aider les écoles à inclure la cybersécurité dans leur programme d'enseignement? 2c. Que font les gouvernements fédéral-provinciaux-territoriaux-municipaux (FPTM) canadiens pour informer les membres du Cabinet, les employés du gouvernement et les entrepreneurs sur les questions de cybersécurité? 3. Le SNDPI examinera une façon de créer un dépôt des meilleures pratiques (utiliser des exemples de cas) en matière de la cybersécurité. Ces renseignements seront utilisés pour les séances d'information de haut niveau et pour créer une meilleure sensibilisation. 4. Le SNDPI offrira-t-il un aperçu et des perspectives en vue d'une discussion sur la façon de gérer l'Internet des objets (IdO)? 5. Documents complémentaires fournis par le SNDPI au sujet de la cyberassurance. <p>Les documents sur point sont examinés et discutés en réunion.</p> <p>Le SCDPI prévoit livrer les documents suivants d'ici le prochain compte rendu :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <u>Perfectionnement des ressources compétentes en cybersécurité – ce document donnera un aperçu de la position des dirigeants principaux de l'information et de la sécurité (DPIS) de</u> 	<p>Mesure à prendre 1A Le SNDPI doit tenir à jour la matrice suivante : capacités des services de cybersécurité, intervenants appuyés des administrations et disponibilité des artéfacts de cybersécurité. Le SNDPI fera rapport au CDPISP sur les changements apportés à ces matrices et tiendra d'autres discussions lors d'une téléconférence ou réunion à venir.</p> <p>Mesure à prendre 1B Le SNDPI fera rapport au CDPISP sur la façon dont le gouvernement peut inciter les écoles à inclure la cybersécurité dans leur programme d'enseignement. Le SNDPI prévoit déposer le document suivant lors d'une téléconférence ou réunion à venir : 1. Développement de ressources spécialisées en cybersécurité (point de vue de tous les dirigeants principaux de la sécurité de l'information (DPSI) des administrations concernant la participation des gouvernements aux programmes d'enseignement postsecondaire afin de développer davantage de talents et de ressources spécialisées en cybersécurité) et 2. Sensibilisation à la cybersécurité dans le système scolaire, de la maternelle à la 12^e année (position du SNDPI concernant la participation du gouvernement à la formation sur la cybermenace et la sensibilisation à la cybersécurité pour les élèves de la maternelle à la 12^e année).</p>



toutes les compétences au sujet de la participation des gouvernements respectifs dans les programmes d'enseignement secondaire en vue de perfectionner davantage de ressources compétentes en cybersécurité.

2. Sensibilisation à la cybersécurité dans le système scolaire, de la maternelle à la 12^e année

– Ce document présentera la position du Comité concernant la participation du gouvernement à la formation sur la cybermenace et la sensibilisation à la cybersécurité pour les élèves de la maternelle à la 12^e année.

Martin Diné a indiqué que le groupe du SNDPI a un site SharePoint où tous ces éléments sont entreposés. Le groupe partage les documents de sécurité sur les sujets, les propositions et les documents de réunion sur le site. Il veille à ce qu'ils soient accessibles à chaque administration et mis à jour, au besoin.

Discussion des membres

En raison de la nature délicate de ce point, les commentaires et questions particuliers des membres ne sont pas inclus dans le compte rendu de décisions.

- Les membres sont généralement d'accord pour que le tableau de bord soit mis à jour régulièrement et pour que le CDPIISP reçoive régulièrement des rapports du SNDPI sur ces sujets. Les membres trouvent l'outil pratique pour cerner les lacunes, possibilité d'utiliser ce qui a été fait dans d'autres administrations, capacité d'établir des jalons dans l'ensemble du pays.
- Les membres du CDPIISP reconnaissent le travail colossal accompli par le SNDPI pour rassembler toute cette information. Les membres ont convenu de tenir à jour régulièrement le tableau de bord et de tenir des discussions régulières avec le SNDPI.
- Les membres du CDPIISP demandent au président du SNDPI s'il a des suggestions sur d'autres travaux potentiels du groupe.

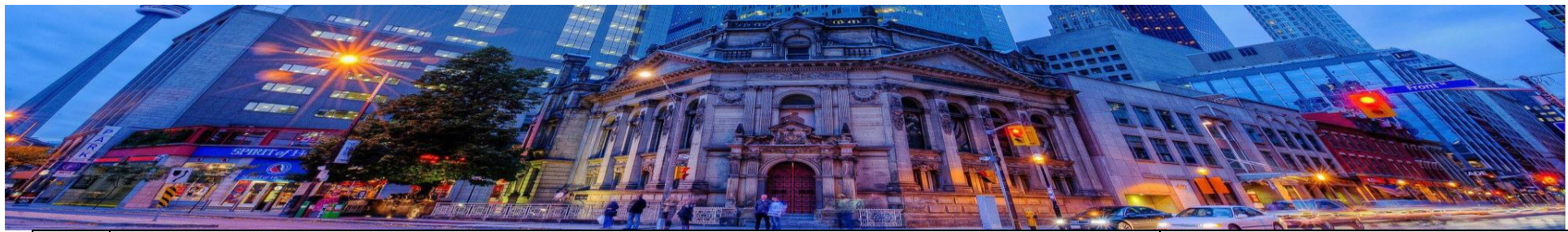
Martin Diné, président du SNDPI, suggère d'examiner de plus près les réalisations récentes du SNDPI et les exigences en matière de cybersécurité nationale qui pourraient ne pas être respectées à l'heure actuelle, pour réviser le mandat du Comité d'ici l'automne 2018, dans le but d'améliorer la position globale du Canada en matière de cybersécurité. Le SNDPI fera rapport avec des recommandations à ce sujet dans quelques mois (été-automne 2018).

Martin fait remarquer qu'au cours des deux dernières années, le SNDPI est devenu beaucoup plus qu'un sous-comité offrant un soutien au CDPIISP, le comité auquel il se rapporte. Le SNDPI est devenu une communauté nationale qui échange et met à profit les travaux, les connaissances et l'expertise

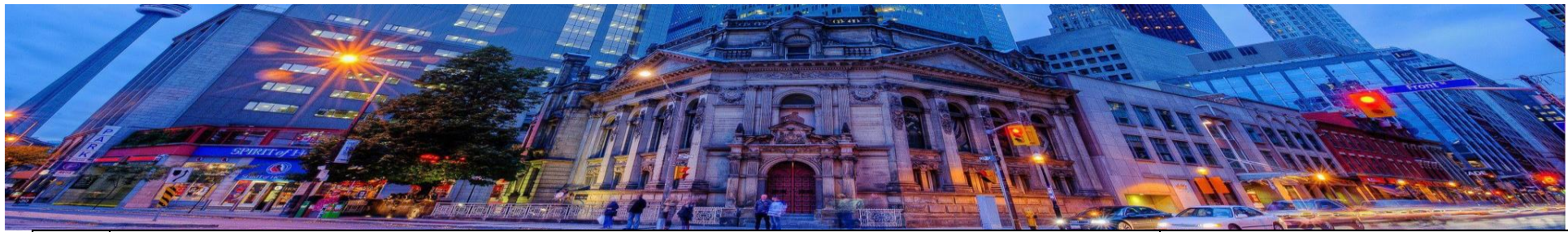
Suite à donner 1C : Le SNDPI assurera un suivi en continu de la cyberassurance et fera rapport au CDPIISP à une date ultérieure.

Suite à donner 1D : Martin Diné, , président du SNDPI, suggère d'examiner de plus près les réalisations récentes du SNDPI et les exigences en matière de cybersécurité nationale qui pourraient ne pas être respectées à l'heure actuelle, pour réviser le mandat du Comité d'ici l'automne 2018, dans le but d'améliorer la position globale du Canada en matière de cybersécurité. Le SNDPI fera rapport au moyen de recommandations à ce sujet dans quelques mois (été-automne 2018).

Décision 4 SNDPI : Accord de principe général (accès et soutien) des membres sur toutes les recommandations du SNDPI.



	des administrations canadiennes afin d'améliorer la sécurité dans l'espace cybernétique du secteur public canadien.	
4.	<p><u>Discussion des membres sur la transition du Sous-comité de la gestion de l'information vers une communauté de pratique</u></p> <p>Le Groupe de travail sur le cadre a recommandé que le Sous-comité de la GI devienne une communauté de pratique. Les membres du CDPISP conviennent de garder le groupe tel qu'il est pour l'instant, et de poursuivre la discussion sur les domaines de travail possibles pour ce groupe. Les membres du CDPISP conviennent également de discuter avec leurs collègues d'autres administrations de ce milieu afin de cerner des domaines de travail pouvant être affectés au Sous-comité de la GI. Les membres du CDPISP aborderont cette question de façon plus approfondie dans le cadre d'une téléconférence à venir.</p> <p>Rétroaction des membres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment orienter le travail de ces groupes vers d'autres discussions stratégiques ou des mesures à prendre? • Comment pouvons-nous travailler ensemble pour aider les comités qui nous soutiennent, fournir des conseils, confirmer la structure et le format des rapports? Est-ce que nous leur assignons les « bonnes choses »? Le travail soutient-il les priorités des Conseils ou le travail du CDPISP? • La plupart des groupes n'ont pas de plan de travail, comment s'assurer que cela se fasse régulièrement? Il faut revoir le plan de travail pour mieux cerner les possibilités et les lacunes. <p>On mentionne qu'une recommandation du Groupe de travail sur le cadre demandant à tous les comités et groupes de travail des Conseils de rédiger et de présenter des plans de travail semestriels a été approuvée par les membres des conseils mixtes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • On suggère que les plans de travail comprennent également de l'information sur les ressources; il est utile de voir la vision à long terme et ce que le CDPISP serait en mesure d'appuyer et de discuter davantage. Les plans de travail permettent aussi de communiquer les jalons et les paramètres. • Bien que le « quoi » soit là, la question est de savoir comment nous allons nous y prendre et nous assurer que les groupes se voient attribuer les responsabilités appropriées (produits livrables). • Les groupes doivent présenter des idées et une proposition de plan de travail pour la prochaine réunion du CDPISP afin de permettre à ce dernier de passer en revue et de fournir des commentaires. 	<p><u>Décision 5</u> Sous-comité de la GI – Le Groupe de travail sur le cadre recommande que le Sous-comité de la GI devienne une communauté de pratique. Les membres du CDPISP conviennent de garder le groupe tel qu'il est pour l'instant, et de poursuivre la discussion sur les domaines de travail possibles pour ce groupe. Les membres du CDPISP conviennent également de discuter avec leurs collègues d'autres administrations de ce milieu afin de cerner des domaines de travail pouvant être affectés au Sous-comité de la GI. Les membres du CDPISP aborderont cette question de façon plus approfondie dans le cadre d'une téléconférence à venir.</p> <p><u>Décision 6</u> Groupe de travail sur les politiques des TIC – Le Groupe de travail sur le cadre recommande que le Groupe de travail sur les politiques des TIC devienne une communauté de pratique. Les membres du CDPISP conviennent de communiquer avec les coprésidents du Groupe de travail sur les politiques des TIC, de mieux comprendre leur travail actuel et de repérer les domaines de collaboration et de soutien afin de déterminer les prochaines étapes. Les membres du CDPISP aborderont cette question de façon plus approfondie dans le cadre d'une téléconférence à venir.</p> <p><u>Mesure à prendre 2</u> Sous-comité de la GI – Le Groupe de travail sur le cadre recommande que le Sous-comité de la GI</p>

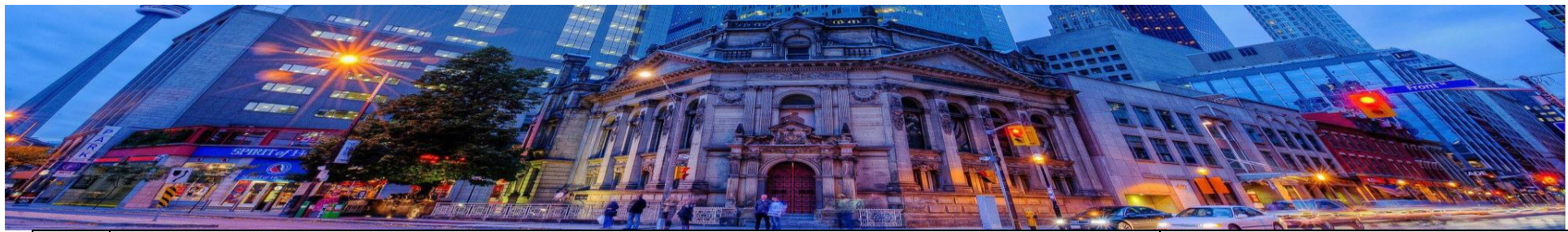


- Le format des ateliers a servi lors de réunions antérieures du CDPISP pour mener à bien des travaux comme la gestion de l'identité. Cela en vaut la peine. Il faut insister sur l'identité, car il s'agit d'une conversation clé pour cette table.
- Le CDPISP aidera à déterminer la bonne approche pour accélérer les travaux de gestion de l'identité. Suggestion d'un atelier sur la gestion de l'identité à la prochaine réunion en personne. Une plus grande clarté sur ce qui doit être fait pourrait aider à déterminer les appuis de la part des comités actuels des Conseils.
- L'utilisation d'infographies pour cette information serait utile et conviviale pour les lecteurs.

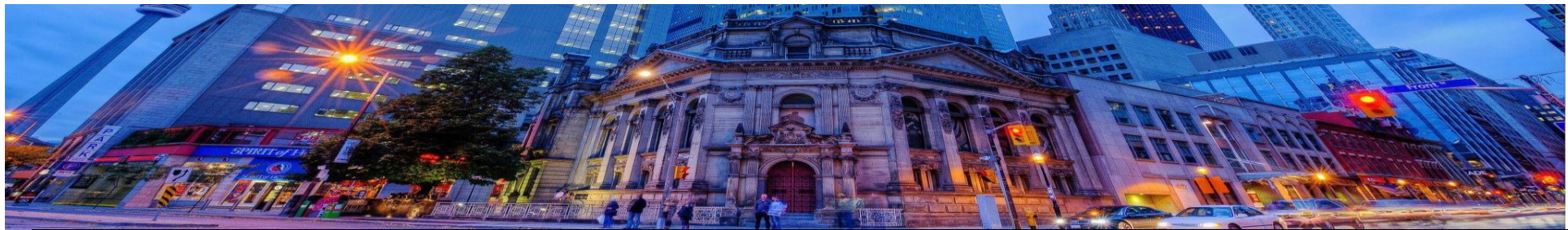
devienne une communauté de pratique. Les membres du CDPISP conviennent de garder le groupe tel qu'il est pour l'instant, et de poursuivre la discussion sur les domaines de travail possibles pour ce groupe. Les membres du CDPISP conviennent également de discuter avec leurs collègues d'autres administrations de ce milieu afin de cerner des domaines de travail pouvant être affectés au Sous-comité de la GI. Les membres du CDPISP aborderont cette question de façon plus approfondie dans le cadre d'une téléconférence à venir.

Mesure à prendre 3 Groupe de travail sur les politiques des TIC – Le Groupe de travail sur le cadre recommande que le Groupe de travail sur les politiques des TIC devienne une communauté de pratique. Les membres du CDPISP conviennent de communiquer avec les coprésidents du Groupe de travail sur les politiques des TIC, de mieux comprendre leur travail actuel et de repérer les domaines de collaboration et de soutien afin de déterminer les prochaines étapes. Les membres du CDPISP aborderont cette question de façon plus approfondie dans le cadre d'une téléconférence à venir.
(c.- à- d. VoIP, politique des médias sociaux, approvisionnement)

Mesure à prendre 4 Gestion de l'identité : Le CDPISP aidera à déterminer la bonne approche pour accélérer les travaux de gestion de l'identité. Suggestion d'un atelier sur la gestion de l'identité à la prochaine réunion en personne. Il y a un besoin de plus de clarté sur ce qui doit être fait pour aider à



		déterminer les appuis par les comités actuels des Conseils.
5.	<p><u>Tour de table pour l'échange d'information</u> (voir tableaux 4A à 4N)</p> <p>Les compétences présentent un sommaire bref de leurs priorités et activités clés dans leurs compétences respectives. Les membres peuvent se référer aux documents d'échange de renseignements des compétences fournis dans le cartable de la réunion à titre d'information.</p> <p><i>Veillez noter qu'en raison de la nature délicate de cette discussion, seules les mesures de suivi découlant de chaque mise à jour sont incluses dans le compte rendu des décisions.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Territoires du Nord-Ouest • Yukon • Ontario • Terre-Neuve-et-Labrador • Manitoba • Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada • ASIM du Canada • Île-du-Prince-Édouard • Alberta • Colombie-Britannique • Nouvelle-Écosse 	<p><u>Mesure à prendre 5</u> Demande au CDPISP d'envisager des méthodes novatrices pour orienter les discussions futures du Conseil sur les points de décision, de façon à faciliter le processus. Suggestions d'un style d'atelier plutôt que le format actuel. À discuter davantage avec les membres.</p>
6.	<p><u>Autres affaires:</u></p> <p>A. Mesures de suivi des réunions précédentes du CDPISP (consulter l'onglet 6A)</p> <p>La liste des mesures de suivi est incluse dans le cartable de la réunion. Il n'y a ni question ni commentaire.</p> <p>B. Rapports de mise à jour des sous-comités et des groupes de travail du CDPISP (consulter les onglets 6B et 6 C)</p> <p>Le coprésident rappelle aux membres que les rapports du Groupe de travail sur la politique des TIC et du Groupe de travail sur l'approvisionnement en TI sont inclus dans le cartable de la réunion à titre d'information seulement.</p> <p>C. La prochaine réunion en personne du CDPISP aura lieu le 27 septembre 2018 à Whitehorse, au Yukon.</p>	



	Les coprésidents remercient tous les participants de leur présence.	
	La séance est levée à 16 h HNE. ANNEXE	